

apparaît être le fil conducteur du collectif. En effet, en faisant alterner articles scientifiques et entretiens de particuliers, les éditeurs mettent en lumière une perspective critique certes du passé chilien, mais aussi de ses ramifications dans le présent.

Né à la suite d'une conférence en sol français, le collectif offre une perspective pluridisciplinaire en se concentrant sur les trois axes suivants : justice et impunité, l'art comme médium, et la politique et les mouvements sociaux. Aux fins de concision, nous nous concentrerons ici sur deux sujets : d'abord la question de la justice et de l'impunité abordée par deux auteurs, puis l'utilisation des entretiens au sein de l'ouvrage.

Charlotte Girard et Zunilda Cardajal Del Mar examinent toutes deux la manière dont à la fois les gouvernements de la *Concertación* et les tribunaux ont contribué à une stratégie ayant pour but la réconciliation passant par une politique du consensus. Tel que le soulignent les deux auteurs, au lendemain de la dictature, la *Concertación* a privilégié les actes symboliques comme la construction de mémorial ou l'institution de commission de vérité et de réconciliation, tout en pratiquant en arrière-plan une stratégie où l'on nommait certes les victimes, mais pas les tortionnaires. Et si nommés peu en arrivaient à purger une peine.

Malgré de récentes condamnations,¹ nous pouvons observer deux nouvelles formes d'impunité (biologique et carcérale) qui sont au cœur de l'entretien réalisé avec Alejandro Solís Muñoz, juge commissionné aux violations de droits humains. C'est bien là où réside une des plus grandes forces du collectif. En effet, faisant suivre à ces deux articles, nous obtenons la perspective d'un acteur (Solís Muñoz) ayant été au cœur des débats judiciaires. Au cours de cette entrevue, il évoque justement deux questions qui sont au centre des revendications des mobilisations de la mémoire. Dans un premier temps, celle de l'impunité biologique, c'est-à-dire que le système judiciaire tarde à donner des condamnations ayant l'effet qu'à la fois victimes et tortionnaires tombent les uns après les autres ou les seconds sont dans un état physique et mental ne permettant pas leur emprisonnement. Dans un deuxième temps, si condamnation il y a, les coupables sont envoyés dans des prisons spéciales réservées à des criminels ayant perpétré des violations de droits humains depuis 1995. Si certes, il s'agit d'une victoire et qu'il y ait condamnation effective, elle s'avère être douce-amère pour les familles de victimes et les organisations puisque *Punta Peuco* est qualifié de prison à dix étoiles. Tel que le souligne Solís Muñoz et comme nous pouvons l'observer dans les journaux nationaux, la prison de *Punta Peuco* est fortement critiquée, car les prisonniers y ont des quartiers privés, des courts de tennis, des terrasses, des barbecues et les visiteurs y sont admis tous les jours (La Nación 2016).

En somme, ces auteurs démontrent sans équivoque que la justice est loin d'être complète au Chili et qu'à moins de changements structurels majeurs dans les prochaines années, l'impunité biologique continuera lentement son œuvre.

L'année 2013 a été pour les Chiliens et les auteurs de ce livre synonyme d'une forte résurgence des thèmes de la dictature, de la mémoire et des violations de droits humains alors qu'un pan de la population acceptait finalement ce passé ou l'affrontait. La seconde partie met bien en lumière cet effet alors que les médiums télévisés et les musées ont contribué à ramener dans l'espace public cette mémoire. Si cette section de l'ouvrage s'avère intéressante et en ligne directe avec les

travaux actuels portant sur la mémorialisation, la justice et l'art au Chili (Collins, Hite and Joignant 2013; Hite, 2012; Jelin 2003), les chapitres s'avèrent cependant brefs. Un resserrement du nombre d'articles aurait valorisé un développement plus long des idées survolées dans ces chapitres.

Pour terminer, le « Le 11 septembre chilien » par son approche originale de l'alternance entre articles scientifiques et entretiens, constitue une formule pluridisciplinaire signifiante au lendemain du quarantième anniversaire du coup d'État. L'utilisation d'acteurs ayant participé à l'Histoire est un sérieux atout dans la compréhension des différents tenants et aboutissements de l'époque sur le présent.

Notes

- 1 Del Mar démontre qu'un changement à la Cour Suprême a entraîné des changements de juges donnant lieu à une augmentation des condamnations.

Références

- Collins, Cath, Katherine Hite, and Alfredo Joignant. (dir.). 2013. *The Politics of Memory in Chile: from Pinochet to Bachelet*. Boulder, First Forum Press.
- Hite, Katherine. 2012. *Politics and the Art of Commemoration. Memorials to struggle in Latin America and Spain*. London, New York, Routledge.
- Jelin, Elizabeth. 2003. *State Repression and The Labors of Memory*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- La Nación, (page consultée le 30 juin 2016). *Organizaciones de DDHH piden a Bachelet rechazar libertad de reos de Punta Peuco*, <http://www.lanacion.cl/noticias/pais/nacional/organizaciones-de-ddhh-piden-a-bachelet-rechazar-libertad-de-reos-de/2016-06-30/202518.html>

Neuman, Michaël et Fabrice Weissman (sous la direction de), *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*, Paris, CNRS Editions, 2016, 262 pages.

*Recenseur : Philippe Blackburn
Université de Montréal*

La sécurité des équipes de secours est au cœur de la pratique humanitaire depuis ses origines. Cet enjeu a pris une inflexion technocratique et gestionnaire importante depuis une vingtaine d'années, avec la création de départements de sûreté et sécurité dédiés à la prévention et à la gestion des risques. L'impact sur la pratique humanitaire et sur les populations secourues de ces nouvelles pratiques de gestion des risques soulève d'importantes questions, que l'ouvrage *Secourir sans périr* cherche à creuser de la manière la plus ouverte possible.

Écrit sous la direction de Fabrice Weissman et de Michaël Neuman, respectivement coordinateur et directeur d'études au Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (CRASH) de MSF, *Secourir sans périr* est un ouvrage collectif de Médecins Sans Frontières qui s'appuie sur la collaboration de sept membres de MSF et la participation de deux universitaires externes au mouvement, pour nous fournir un

point de vue très critique et argumenté sur les dangers normatifs – et même sécuritaires – des nouveaux dispositifs de gestion de sécurité de l'humanitaire contemporain.

Divisé en trois parties (histoire, théories et pratiques), l'ouvrage s'articule autour des questions suivantes : Les perceptions contemporaines de risques accrus chez les travailleurs humanitaires correspondent-elles à la réalité ? Les nouveaux modes de gestion de la sécurité et la professionnalisation de ce secteur pour répondre aux risques sont-ils légitimes ? Quelles sont les conséquences des dispositifs de sécurité pour les populations aidées comme pour les secouristes ? Qu'est-ce que cet enjeu nous dit de la pratique humanitaire actuelle ?

Étudier l'histoire de l'humanitaire nous montre que plusieurs postures traversent le rapport à l'insécurité inhérent aux déploiements des secours. Alors qu'Henry Dunant, le fondateur de la Croix Rouge, pouvait faire l'éloge du courage des combattants et que les secouristes de départ assumaient une part sacrificielle implicite à leur mission, les débuts de MSF s'inscriront dans une posture plus nuancée, qui valorise le risque, tout en marquant un « refus du sacrifice » en accord avec la valeur accordée à la vie véhiculée par l'humanitaire.

Une forme de romantisme et d'approximation dominera l'humanitaire des années 1970, qui s'effacera avec la professionnalisation et la technicisation qui s'imposent dès le début des années 1980. L'efficacité sera le maître mot de cette période, qui verra une croissance importante de MSF et de l'humanitaire en général, sans toutefois que la question sécuritaire soit au centre des préoccupations.

Avec la fin de la guerre froide, la lecture simpliste des conflits qui dominait pendant la guerre froide – souvent réduite à des formes importées de l'affrontement est-ouest – s'évapore, pour laisser place à une impression d'irrationalité des nouveaux conflits, doublée d'une illisibilité des contextes : les ressentiments ethniques, religieux ou tribaux et la guerre économique semblent être devenus les causes principales des nouvelles guerres et de ce fait, les rendent difficilement prévisibles et explicables.

À partir de ce moment, la sécurité devient un enjeu ouvertement discuté dans les milieux de l'aide internationale, au moment même où explose le nombre d'ONG sur les terrains de secours. La nécessité de repenser la sécurité des humanitaires s'impose, ce qui entraîne en retour une professionnalisation et une technocratisation de la question sécuritaire. Des formations en sécurité se développent dans les cursus humanitaires, et l'on assiste à la création de départements de sécurité dans certaines ONG, ainsi qu'à une attention accrue à la gestion des risques.

Des études scientifiques quantitatives se penchent sur cette question, « *qui toutes concluent que l'augmentation de l'insécurité est un fait scientifiquement établi* » (p. 66), venant renforcer le climat de préoccupations et d'inquiétudes sur ces questions.

La grande force de l'ouvrage *Secourir sans périr* est de remettre en question ces constats à l'aide d'approches qualitatives et ethnographiques. Alors que les perceptions subjectives

comme les principales études d'experts concluent toutes à une augmentation des risques, Fabrice Weismann questionne les méthodes des experts tout comme la perception des secouristes pour conclure qu'il est « *impossible de déterminer si l'insécurité augmente ou diminue de façon générale* » (p. 111). Est-ce que c'est le phénomène étudié qui évolue ou son signalement qui se fait aujourd'hui plus facilement ?

S'il est difficile de statuer sur ces questions, les conséquences des nouvelles méthodes quantitatives et gestionnaires de la sécurité, qui appréhendent le risque sous sa forme mathématique, sont, elles, plutôt préoccupantes. « *Les nouveaux manuels (de sécurité) entendent (...) substituer à l'évaluation subjective de la sécurité des méthodes de calcul objectives et scientifiques censées neutraliser les biais de perception humains. À cette fin, ils proposent d'appréhender le risque sous sa forme mathématique.* » (p. 22) Les chercheurs de MSF s'inquiètent de cette approche qui « *invite à se détourner d'une réflexion sur les causes et le sens des événements au profit d'une démarche probabiliste comptant sur les lois mathématiques pour détecter des facteurs de risques et prévenir leur occurrence* » (p. 33). Avec comme conséquence le recours aux experts en gestion des risques et une normalisation des comportements qui accentue « *l'enfermement des acteurs de l'aide dans des lieux fortifiés, loin des dangers mais aussi des populations qu'ils sont censés aider* » (p. 18), c'est à une dépolitisation complète des contextes et des enjeux globaux entourant les secours que les nouvelles approches de gestion de la sécurité induisent.

Faire ce constat est lourd d'impact. C'est que la sécurité n'est pas qu'un enjeu parmi d'autres. L'enfermement, la « bunkérisation » des expatriés et la distance envers les populations aidées qu'encouragent les nouvelles règles, procédures et normes de sécurité, participent aussi à une délégitimation de l'aide humanitaire, voire même une mise en danger des équipes de secours, qui sont de moins en moins en mesure de comprendre directement et subjectivement les terrains d'intervention et doivent s'en remettre à des experts pour guider leur action.

Or, l'expérience de MSF démontre plutôt que l'accès aux victimes repose toujours sur une négociation et une entente de la situation politique dans laquelle les humanitaires évoluent – et jamais un respect purement abstrait d'une neutralité ou de principes à l'état pur. La guerre est beaucoup plus qu'une « *somme de risques maîtrisables par le calcul et la planification* » (p. 35), et la réduire à ce positivisme participe de l'incompréhension des contextes, qui sont pourtant inhérents à une bonne gestion de la sécurité.

C'est la grande ambiguïté que parvient parfaitement à cerner l'ouvrage de MSF : l'approche positiviste de la sécurité peut finalement se retourner contre les équipes et contre les populations secourues.

Ne serait-ce que pour ce dernier point, l'ouvrage devrait être un incontournable pour tout travailleur humanitaire, comme pour toute personne qui s'interroge sur les enjeux de notre mondialisation actuelle.